

ETATS-UNIS : APRES LA VICTOIRE DE JOE BIDEN A LA PRESIDENTIELLE AMERICAINE, QUELLE SUITE ?

Jean-Luc Proutat

Avec près de 80 millions de voix et 306 grands électeurs obtenus sur un total de 538, le démocrate Joe Biden remporte l'élection présidentielle américaine.

Battu, son adversaire Donald Trump est toutefois loin de réaliser le mauvais score que lui promettaient les sondages ; le parti républicain progresse, par ailleurs, à la Chambre des représentants, et pourrait conserver le Sénat.

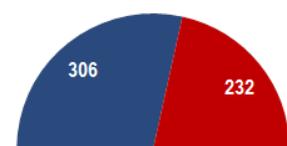
La priorité du futur président Biden sera de combattre une crise sanitaire qui s'aggrave et menace de faire rechuter l'économie. Or sur ce terrain, comme dans d'autres domaines (environnement, fiscalité, politique étrangère), Donald Trump cherchera à marquer son empreinte et ne fera rien pour faciliter la transition.

Si l'alternance politique est courante aux Etats-Unis, il est rare que l'antagonisme entre les camps démocrate et républicain atteigne un tel degré. Le mandat du 46ème président des Etats-Unis s'annonce particulièrement difficile.

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DU 3 NOVEMBRE 2020

PRÉSIDENTIELLE

GRANDS ÉLECTEURS : 538

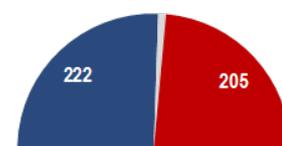


BIDEN TRUMP

> BIDEN ÉLU

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

SIÈGES : 435



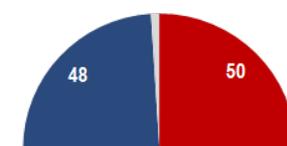
P. DÉMOCRATE P. RÉPUBLICAIN

> MAJORITÉ DÉMOCRATE

RESTENT 8 SIÈGES À RÉPARTIR

SÉNAT

SIÈGES : 100



P. DÉMOCRATE P. RÉPUBLICAIN

> INDÉCIS

RESTENT 2 SIÈGES À RÉPARTIR

SOURCE : ASSOCIATED PRESS, BNP PARIBAS

Sans être écrasante, la victoire est nette : avec 79,843 millions de voix (51,1% des suffrages exprimés) et 306 grands électeurs obtenus sur un total de 538, le démocrate Joe Biden remporte l'élection présidentielle américaine. Battu, son adversaire Donald Trump réalise toutefois un meilleur score que prévu par les sondages : 73,794 millions de voix (47,2% des suffrages), soit 10 millions de plus qu'en 2016, grâce à un taux de participation record, proche de 70%. Si les résultats se trouvent, sans surprise, contestés par le président sortant, les différents recours engagés par son équipe de campagne n'ont que très peu de chance d'aboutir. En Arizona, dans le Michigan, en Géorgie, la plupart des plaintes déposées pour fraude ont d'ores et déjà été abandonnées ou rejetées, faute de preuve ; partout où il a été donné gagnant à l'exception de la Géorgie - où sa victoire vient d'être confirmée - Joe Biden dispose d'une avance suffisamment large pour éviter un recomptage. Ce dernier deviendra donc, le 20 janvier 2021 et à 78 ans, le 46ème président des Etats-Unis. Egalement élue, Kamala Harris sera la première femme à accéder à la vice-présidence.

TRANSITION DIFFICILE

Et ensuite ? La capacité à agir du président Biden dépendra largement de l'équilibre des forces au Congrès. Or les élections n'ont pas engendré de « vague bleue » : selon le décompte arrêté au 23 novembre, le parti démocrate conserve de peu la majorité à la Chambre des représentants (222 sièges pour 218 requis), les républicains y gagnant 8 sièges. Dès lors, l'enjeu se focalise sur le Sénat, sans qui les lois, traités, ou nominations à certains postes clés (juges à la Cour suprême, juges fédéraux, Procureur général...) ne peuvent être approuvés. Pour l'heure, le parti républicain y détient 50 sièges, contre 48 au parti démocrate, les 2 sièges restant à pourvoir étant ceux de l'Etat de Géorgie, où un second vote (runoff elections) est organisé le 5 janvier 2021, après que le premier eut échoué à départager les candidats (aucun d'entre eux n'obtenant la majorité requise de 50%). Si, en bout de course, le Sénat devait se répartir à égalité de 50 sièges entre démocrates et républicains, la vice-présidente Kamala Harris (également présidente du Sénat de par la Constitution) emporterait les décisions en se voyant attribuer un droit de vote. Aux Etats-Unis, une grande partie de la politique gouvernementale des prochaines années dépendra donc de ce qui se décidera en Géorgie, dans six semaines.

ÉTUDES **ECONOMIQUES**



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

La priorité immédiate de l'administration Biden sera de combattre une pandémie qui connaît une recrudescence inquiétante, promettant d'aggraver un bilan humain (250.000 morts) et socio-économique (9 millions d'emplois perdus) déjà lourd. Au moment d'écrire ces lignes, le taux d'incidence de la Covid-19, soit le nombre de nouveaux cas rapporté à la population, battait des records : 144.000 infections quotidiennes, soit près de 45 pour 100.000 habitants. D'abord active dans les Etats ruraux (Dakota du Nord, Indiana, Kansas, Utah, Colorado...) la vague épidémique se propageait à nouveau dans les grands centres urbains de New-York, Philadelphie ou Los Angeles. Un vaccin serait-il disponible vers la fin d'année 2020 ou début 2021 que la situation empirera tout de même dans les semaines à venir, ce dont s'alarme le président élu, qui a déjà constitué sa task force. L'inquiétude est, en outre, renforcée par l'attitude de Donald Trump qui, en refusant de reconnaître sa défaite, bloque le processus démocratique de transmission des dossiers. Il est donc à craindre que, jusqu'au 20 janvier 2021 et l'investiture de Joe Biden, l'épidémie soit gérée à minima par une Maison Blanche refermée sur elle-même et rétive à coopérer. Certes, en matière de lutte contre la propagation du Coronavirus, les gouverneurs d'Etats disposent de pouvoirs propres (comme l'imposition du port du masque, les fermetures administratives de lieux publics, les interdictions de regroupements, etc.), qui peuvent contrebalancer la ligne présidentielle. Mais celle-ci compte, ne serait-ce qu'en raison de l'exemple et des moyens donnés aux autorités locales, qui plus est dans une perspective de campagne vaccinale.

Avant même d'être élu, Joe Biden s'était employé avec la présidente de la Chambre Nancy Pelosi à faire adopter par le Congrès un plan additionnel de lutte contre la pandémie de USD 2.200 milliards (10 points de PIB). Au-delà des mesures purement sanitaires (formation et embauches de personnels de santé, généralisation des tests et procédures de traçage, aides à l'accès aux soins...) il était notamment question de repositionner à USD 600 par semaine le complément fédéral d'indemnités chômage (réduit depuis le mois d'août à USD 400) et d'amplifier le Paycheck Protection Program, un dispositif de soutien aux petites entreprises. L'atmosphère préélectorale autant que le rebond économique des mois d'été avaient cependant joué contre un accord budgétaire bipartisan et favorisé le statu quo. Maintenant que l'horizon conjoncturel s'assombrit, celui-ci paraît de moins en moins tenable. Dans l'Etat de New-York, où le combat contre la maladie fût l'un des plus rudes, les écoles ferment à nouveau, tandis que des couvre-feux s'imposent en Californie ; après des mois d'amélioration, les indices de mobilité fournis par les moteurs de recherche sur internet montrent un tassement de l'activité. Dans une intervention récente devant le Bay Area Council Economic Institute, le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, indiquait la possibilité de prochains mois « très difficiles ». Or, plutôt que de le renforcer, le secrétaire au Trésor américain Steven Mnuchin a choisi d'alléger le dispositif de stabilisation macro-financière, en exigeant de la Fed qu'elle rembourse le capital non employé des véhicules spéciaux d'intervention sur les marchés de dette (PMCCF, Primary Market Corporate Credit Facility, et SMCCF, Secondary Market Corporate Credit Facility).

QUEL CHAMP DES POSSIBLES ?

Si l'alternance politique est courante aux Etats-Unis, il est rare qu'elle s'opère dans une atmosphère aussi lourde. Sur tous les terrains (environnement, éducation, santé, politique étrangère, etc.), Donald Trump cherchera à marquer aussi profondément que possible son empreinte et à saper le processus de transition. Il est aussi probable que ce dernier s'inscrive en fer de lance de l'opposition la plus radicale une fois le président Biden investi.

PROGRAMME BIDEN, QUELS COMPROMIS POSSIBLES EN CAS DE SÉNAT RÉPUBLICAIN ?

PROGRAMME BIDEN (coût évalué sur 10 ans)	USD mds	Accord bipartite ?
Infrastructures	1.300	Possible
<i>Réfection des réseaux routiers, déploiement du haut-débit, encouragement du ferroviaire et des transports publics...</i>		
Climat énergie	1.700	Improbable
<i>Fin progressive des subventions aux énergies fossiles, durcissement des normes d'émissions polluantes ; objectif : neutralité carbone en 2050</i>		
Santé	800	Improbable
<i>Pleine réhabilitation de l'Affordable Care Act (Obamacare), accès facilité à Medicare et Medicaid, crédit d'impôts et aides à la souscription d'assurance privée, etc.</i>		
Education	1.500	Improbable
<i>Augmentation du nombre de bourses, gratuité des études (jusqu'au community college) pour les élèves appartenant à des familles modestes (gagnant moins de USD 125.000 par an), effacement des dettes étudiantes après 20 ans de remboursement, revalorisation des enseignants...</i>		
Politique industrielle	700	Possible
<i>Durcissement des règles d'origine concernant le made in US, achats fédéraux de matériels américains (USD 400 milliards), investissements publics en R&D (USD 300 milliards)</i>		
Politiques familiale et sociale	1.500	Improbable
<i>Aides au logement, revalorisation du salaire minimum fédéral (de USD 7,5 à USD 15 de l'heure), amélioration du statut des indépendants, doublement de la participation fédérale à la State Small Business Credit Initiative (SSBCI), instauration d'une couverture santé universelle pour la petite enfance (pre-school child care)</i>		

SOURCES: COMMITTEE FOR A RESPONSIBLE FEDERAL BUDGET, BNP PARIBAS GLOBAL MARKETS

Dans la mesure où il peut avoir des contrecoups économiques et financiers, ce jusqu'au-boutisme n'est toutefois pas sans danger pour le parti républicain lui-même, qui pourrait se diviser et s'affaiblir à trop vouloir suivre la ligne de M. Trump. Quelle que soit l'opposition rencontrée, il est tout de même des domaines traditionnellement réservés à la présidence, comme la politique étrangère, où Joe Biden sera en mesure d'agir. Le retour des Etats-Unis dans l'Accord de Paris, qui n'est pas un traité et n'exige donc pas de vote au Sénat, s'inscrit par exemple dans la liste des promesses qui pourront être tenues. D'autres, en revanche, auront plus de mal à aboutir en cas de majorité républicaine au Sénat (cf. encadré). Si la politique industrielle (durcissement des règles d'origine appliquées au made in USA, achats fédéraux de matériels américains, investissements en recherche et développement) ou encore les programmes d'infrastructures (réfection des réseaux routiers, déploiement du haut-débit, encouragement du ferroviaire et des transports publics) peuvent faire l'objet d'accords bipartites, les programmes de M. Biden en matière de transition écologique, de santé ou d'éducation se heurteront à une résistance forte.

Reste le plus grand défi que le futur 46ème président des Etats-Unis aura à relever : rapprocher deux Amériques qui s'opposent, faire retomber les tensions politiques et sociales. Homme de dialogue, également surnommé « le guérisseur » Joe Biden n'aura pas trop de son expérience politique et de sa science du compromis pour y parvenir.

Jean-Luc Proutat



RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

William De Vijlder
Chef économiste

+33 1 55 77 47 31

william.devijlder@bnpparibas.com

ECONOMIES AVANCEES ET STATISTIQUES

Jean-Luc Proutat

Responsable - Etats-Unis

+33 1 58 16 73 32

jeanluc.proutat@bnpparibas.com

Hélène Baudchon

France - Marché du travail

+33 1 58 16 03 63

helene.baudchon@bnpparibas.com

Louis Boisset

Banque centrale européenne, synthèses conjoncturelles zone euro, Japon

+33 1 57 43 02 91

louis.boisset@bnpparibas.com

Frédérique Cerisier

Zone euro (gouvernance européenne et finances publiques)

+33 1 43 16 95 52

frederique.cerisier@bnpparibas.com

Hubert de Barochez

Royaume-Uni, pays nordiques

+33 1 43 16 95 52

hubert.debarochez@bnpparibas.com

Guillaume Derrien

Espagne, Portugal

+33 1 55 77 71 89

guillaume.derrien@bnpparibas.com

Raymond Van Der Putten

Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Suisse - Energie, climat - Projections

+33 1 42 98 53 99

raymond.vanderputten@bnpparibas.com

Tarik Rharrab

Statistiques

+33 1 43 16 95 56

tarik.rharrab@bnpparibas.com

ECONOMIE BANCAIRE

Laurent Quignon

Responsable

+33 1 42 98 56 54

laurent.quignon@bnpparibas.com

Laure Baquero

+33 1 43 16 95 50

laure.baquero@bnpparibas.com

Céline Choulet

+33 1 43 16 95 54

celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot

+33 1 40 14 30 77

thomas.humblot@bnpparibas.com

ECONOMIES EMERGENTES ET RISQUE PAYS

François Faure

Responsable, Argentine

+33 1 42 98 79 82

francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier

Adjointe - Grande Chine, Vietnam, Afrique du Sud

+33 1 42 98 56 27

christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby

Afrique francophone

+33 1 42 98 02 04

stephane.alby@bnpparibas.com

Stéphane Colliac

Turquie, Ukraine, Europe centrale

+33 1 42 98 26 77

stephane.colliac@bnpparibas.com

Perrine Guerin, Sara Confalonieri

Afrique lusophone et anglophone

+33 1 42 98 43 86

perrine.guerin@bnpparibas.com

Pascal Devaux

Moyen-Orient, Balkans

+33 1 43 16 95 51

pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot

Corée, Thaïlande, Philippines, Mexique, pays andins

+33 1 42 98 33 00

helene.drouot@bnpparibas.com

Salim Hammad

Amérique latine

+33 1 42 98 74 26

salim.hammad@bnpparibas.com

Johanna Melka

Inde, Asie du Sud, Russie, CEI

+33 1 58 16 05 84

johanna.melka@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Michel Bernardini

+33 1 42 98 05 71

michel.bernardini@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE



CONJONCTURE

Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité



EMERGING

Analyses et prévisions sur une sélection d'économies émergentes



PERSPECTIVES

Analyses et prévisions des principaux pays, développés et émergents



ECOFASH

Un indicateur, un évènement économique majeur. Le détail ...



ECOWEEK

L'actualité économique de la semaine et plus...



ECOTV

Tous les mois, nos économistes décryptent l'actualité économique, en images



ECOTV WEEK

Quel est l'évènement de la semaine ? La réponse dans vos deux minutes d'économie



EN ÉCO DANS LE TEXTE

Le podcast de l'actualité économique

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

BNP Paribas est en France constituée en société anonyme. Son siège est situé au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris. Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

Pour certains pays de l'Espace Economique Européen :

Le présent document a été approuvé en vue de sa publication au Royaume-Uni par BNP Paribas Succursale de Londres. BNP Paribas Succursale de Londres est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudential et autorisée et soumise à une réglementation limitée par la Financial Services Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails de l'autorisation et de la réglementation par la Financial Services Authority.

Le présent document a été approuvé pour publication en France par BNP Paribas SA, constituée en France en société anonyme et autorisée par l'Autorité de Contrôle Prudential (ACP) et réglementée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009, Paris, France.

Le présent document est distribué en Allemagne par BNP Paribas Succursale de Londres ou par BNP Paribas Niederlassung Francfort sur le Main, une succursale de BNP Paribas S.A. dont le siège est situé à Paris, France. BNP Paribas S.A. Niederlassung Francfort sur le Main, Europa Allee 12, 60327 Francfort, est autorisée et supervisée par l'Autorité de Contrôle Prudential et est autorisée et soumise à une réglementation limitée par le Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

Etats-Unis : le présent document est distribué par BNP Paribas Securities Corp., ou par une succursale ou une filiale de BNP Paribas ne bénéficiant pas du statut de broker-dealer au sens de la réglementation américaine. BNP Paribas Securities Corp., filiale de BNP Paribas, est un broker-dealer enregistré auprès de la Securities and Exchange Commission et est membre de la Financial Industry Regulatory Authority et d'autres bourses principales. BNP Paribas Securities Corp. n'accepte la responsabilité du contenu d'un document préparé par une entité non américaine du groupe BNP Paribas que lorsqu'il a été distribué à des investisseurs américains par BNP Paribas Securities Corp.

Japon : le présent document est distribué au Japon par BNP Paribas Securities (Japan) Limited, ou par une succursale ou une entité du groupe BNP Paribas qui n'est pas enregistrée comme une maison de titres au Japon, à certaines institutions financières définies par l'article 17-3 alinéa 1 du décret d'application de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, est une maison de titres enregistrée conformément à la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers et est membre de la Japan Securities Dealers Association ainsi que de la Financial Futures Association du Japon. BNP Paribas Securities (Japan) Limited, Succursale de Tokyo, n'accepte la responsabilité du contenu du document préparé par une entité non japonaise membre du groupe BNP Paribas que lorsqu'il fait l'objet d'une distribution par BNP Paribas Securities (Japan) Limited à des entreprises basées au Japon. Certains des titres étrangers mentionnés dans le présent document ne sont pas divulgués au sens de la Loi japonaise sur les instruments et marchés financiers.

Hong-Kong : le présent document est distribué à Hong Kong par BNP Paribas Hong Kong Branch, filiale de BNP Paribas dont le siège social est situé à Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch exerce sous licence bancaire octroyée en vertu de la Banking Ordinance et est réglementée par l'Autorité Monétaire de Hong Kong. BNP Paribas Hong Kong Branch est aussi une institution agréée réglementée par la Securities and Futures Commission pour l'exercice des activités réglementées de types 1, 4 et 6 [Regulated Activity Types 1, 4 et 6] en vertu de la Securities and Futures Ordinance.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site

<https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). Tous droits réservés.

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS

ABONNEZ-VOUS SUR LE SITE ONGLET ABONNEMENT

[voir le site des études économiques](#)

ET

SUIVEZ-NOUS SUR LINKEDIN

[voir la page linkedin des études économiques](#)

OU TWITTER

[voir la page twitter des études économiques](#)



Bulletin édité par les Etudes Economiques - BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens - 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet :

Directeur de la publication : Jean Lemierre / Rédacteur en chef : William De Vijlder



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change